

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 20/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS

HINTERWALD

67320 BUST

Références : 0006700025/JB/CE
Code AIOT : 0006700025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2023 dans l'établissement SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS implanté HINTERWALD - 67320 BUST.

L'inspection a été annoncée le 12/04/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'année 2023 et également à la suite d'un signalement du 11/04/2023 relatif à des rejets concentrés en sable à la sortie des installations de la société SCHNEIDER.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS
- HINTERWALD - 67320 BUST
- Code AIOT : 0006700025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCHNEIDER Georges et Fils exploite des carrières de grès à BUST.

Des installations de taille, sciage de minéraux sont également présentes dans le périmètre de la carrière située au lieu-dit "Hinterwald".

La carrière et les installations connexes sont autorisées par arrêté préfectoral du 29/09/1997 pour une durée de 30 ans. L'exploitant indique en séance que le dépôt d'un dossier de demande de renouvellement est prévu.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets dans les eaux superficielles ;
- entretien des installations de traitement des eaux de procédé ;
- compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu ;
- lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan d'exploitation et coupes associées	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 16.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu	AP Complémentaire du 11/04/2022, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 10	/	Sans objet
3	Installations de traitement des eaux de procédé	AP Complémentaire du 11/04/2022, article 2	/	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les bassins de décantation n'étaient pas saturés (curage le 14/04/2023). Il en découlait des rejets peu concentrés en sable dans le Kassmattgraben (estimation visuelle qualitative et non quantitative) qui ne colorait plus l'eau du cours d'eau quelques mètres en aval du point de rejet.

La prochaine surveillance des rejets est à programmer avant et après le prochain curage prévu le 30/06/2023. Il conviendra de prendre en compte les observations du présent rapport pour ces mesures et pour répondre à la prescription sur ce point.

La non réalisation de l'étude de compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu, dans le délai fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/04/2022, est une situation non-conforme. En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité dans un délai de 4 mois pour qu'il puisse prendre en compte les résultats de la prochaine surveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 10
Thème(s) : Montant, actualisation et justification des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation [...] est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation.
Constats : Les garanties financières d'un montant de 85 183 € sont constituées jusqu'au 29/09/2024

(acte de cautionnement du 25/07/2019).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation et coupes associées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 16.1
Thème(s) : Contenu et mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation à l'échelle au 1/1000e orienté [...]. Sur ce plan sont reportés : - les dates des levés ; [...] - des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. Ce plan sera mis à jour une fois par an [...].</p> <p>Constats : Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant a été mis à jour le 29/07/2021. L'exploitant indique qu'il n'a pas été mis à jour en 2022 (levés reportés) mais que les prochains levés sont programmés pour juin 2023.</p> <p>Le plan de juillet 2021 présente une légende succincte et ne comporte pas tous les éléments prévus, notamment : - l'emplacement des bornes (des repères (A à T) sont matérialisés tout autour du périmètre d'exploitation. S'il s'agit de l'indication de l'emplacement des bornes, il convient de compléter la légende en ce sens. Sinon, il convient d'expliquer à quoi cela correspond) ; - la position des dispositifs de clôture ; - l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découvertes ; - les voies d'accès et chemins menant à la carrière.</p> <p>Le plan indique que le ruisseau dans lequel sont rejetées les eaux de procédés est le Breitmattgraben alors qu'il s'agit du Kassmattgraben.</p> <p>Six profils sont associés au plan. Leur position sur le plan d'exploitation est précisée.</p> <p>Observations : Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Bien que les éléments manquants ne remettent pas en cause son interprétation, il n'est pas conforme à la prescription précitée et nécessite d'être complété. S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, et considérant qu'une mise à jour est programmée pour juin 2023, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. Il convient que l'exploitant transmette un plan complété avec l'ensemble des informations nécessaires dans un délai de trois mois. Il conviendra toutefois à l'avenir de respecter la fréquence annuelle de mise à jour. La légende du plan sera à compléter au regard des éléments à y préciser.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations de traitement des eaux de procédé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des bassins de décantation et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :**1. Traitement des eaux de procédé**

Les eaux de procédé sont traitées dans un réseau de trois bassins de décantation, disposés en série, avant rejet dans le Kassmattgraben.

2. Entretien des installations de traitement des eaux de procédé

Les bassins de décantation sont curés tous les trois mois.

Les opérations d'entretien des bassins de décantation sont consignées dans un registre précisant la date et le volume curé.

3. Valeurs limites d'émission

Les rejets sont conformes aux valeurs suivantes avant rejet dans le milieu naturel :

- température inférieure à 30° C ;
- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l ;
- pH (NFT 90-008) compris entre 5,5 – 9,5 ;
- matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.

La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.

Les valeurs limites de concentration doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

4. Surveillance des rejets

Les paramètres énumérés au point 3. du présent article sont analysés au moins une fois par an par un laboratoire agréé. Les prélèvements sont effectués à la sortie du système de traitement des eaux de procédé.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas de dépassement des valeurs limites fixées au point 3. du présent article. Il présente les dispositions envisagées pour y remédier.

Constats : Les eaux de procédé sont prélevées dans un puits privé situé au sud de la carrière et sont stockées dans des citernes. Elles sont ensuite utilisées dans les ateliers de l'installation (sciage de grès notamment).

Les eaux de procédé, chargées en sable (particules de grés) sont ensuite rejetées dans un fossé, puis dans des bassins de décantation (en série) situés au sud de la carrière, de l'autre côté de la route départementale 722. Le fossé est busé sous la RD 722.

A la sortie du troisième et dernier bassin de décantation, les eaux sont rejetées dans le cours d'eau du Kassmattgraben (qui rejoint la Zinsel du sud quelques centaines de mètres en aval).

Le registre sur lequel sont consignés les dates de curage a été présenté par l'exploitant. Il met en évidence :

- une fréquence de curage respectée entre mars 2022 et juin 2022, entre juin 2022 et septembre 2022 et entre janvier 2023 (post retour congés de fin d'année) et avril 2023 ;
- une fréquence de curage dépassée entre septembre 2022 et décembre 2022 (3,5 mois) ;
- que le dernier curage a été réalisé le 14/04/2023 (après le signalement).

Observation : Au regard de la fréquence de curage supérieure à 3 mois entre septembre et décembre 2022, il appartient à l'exploitant à l'avenir de respecter la fréquence de curage prescrite sur l'ensemble de l'année. Une attention particulière sera portée sur ce point.

En séance, l'exploitant indique qu'un employé descend régulièrement vérifier l'état des bassins de décantation et le rejet dans le Kassmattgraben, sans pouvoir le justifier.

Observation : Pour le justifier, il apparaît utile que l'exploitant consigne les dates de vérification et les constats effectués (dans le registre de curage ou dans un registre à part). En fonction des constats effectués, l'exploitant y précisera les actions nécessaires alors engagées.

Le dernier rapport de contrôle date de juin 2022 (prélèvements d'eau réalisés le 13/06/2022). Il conclut que les analyses sont conformes aux seuils prescrits.

Observation : Le rapport statue sur la conformité du rejet pour le paramètre matières en suspension (56 mg/l pour un seuil retenu de 100 mg/l) mais ne présente aucune évaluation du flux journalier de MES rejetées, pourtant nécessaire pour déterminer le seuil réglementaire à retenir et vérifier la conformité.

Les mesures ont été réalisées uniquement après curage.

Observation : D'après le registre, le prochain curage est prévu pour le 30/06/2023. Il est demandé à l'exploitant de procéder à une analyse des rejets avant et après ce curage des bassins de décantation afin de vérifier la conformité des rejets en toutes circonstances et notamment lors des périodes de fonctionnement précédant le curage. Elles comporteront une mesure du débit et une évaluation du flux rejeté conformément à la prescription susvisée.

Le rapport indique que *"l'analyse de la couleur du milieu récepteur n'a pas été conduite car la prestation était basée sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31/10/2003, lequel n'indiquait pas de prescriptions particulières concernant ce paramètre"*. La référence réglementaire n'est pas juste car l'arrêté préfectoral d'autorisation est daté du 29/09/1997. Il conviendra de l'analyser lors des prochaines mesures.

Au cours de l'inspection, des rejets en sortie des bassins de décantation ont été observés.

La couleur du Kassmattgraben change au niveau du point de rejet. De limpide en amont, l'eau est de couleur brune/orangée au droit du point de rejet. Toutefois, le panache est localisé et s'estompe quelques mètres en aval.

Observations : L'exploitant indique en séance que la semaine précédente, des travaux ont été effectués sur la route départementale 722 devant la carrière et qu'ils ont pu être à l'origine d'une coloration du Kassmattgraben en amont du point de rejet des bassins de décantation. Aussi, l'exploitant a dû déboucher la buse acheminant les eaux de l'installation vers les bassins de l'installation car un bouchon de feuilles et de pierres faisait obstacle au bon écoulement des eaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Etude justifiant de la compatibilité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant présente, dans un délai de six mois, une étude justifiant de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (Zinsel du sud en aval proche de la confluence avec le Kassmattgraben).

Si la compatibilité des rejets avec le milieu ne peut pas être démontrée, l'exploitant propose une valeur limite adaptée pour les paramètres concernés dans le même délai.

Le cas échéant, il présente, dans un délai d'un an, des mesures visant à rendre compatibles ses rejets avec les objectifs de qualité du milieu.

Constats : L'étude n'a pas été réalisée. Il s'agit d'une situation non conforme pour laquelle des suites administratives sont proposées.

Observations : La réalisation de l'étude justifiant de la compatibilité des rejets avec les objectifs de la qualité du milieu (Zinsel du sud en aval proche de la confluence avec le Kassmattgraben) devra prendre en compte les résultats de la surveillance des rejets à programmer avant et après le prochain curage (cf observations du constat précédent). L'étude devra notamment statuer sur le dimensionnement suffisant des installations de traitement des eaux de procédés (par lettre du 30/04/2014, l'exploitant avait évoqué l'éventuelle réalisation d'un quatrième bassin de décantation) et la suffisance d'un curage trimestriel (notamment en période de fortes pluies).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Un poteau incendie DN 100, d'un débit de 60 m³/h sera implanté à moins de 200 mètres des locaux à défendre. L'exploitant s'équipera en extincteurs adaptés [...].
Constats : L'installation est pourvue d'extincteurs vérifiés annuellement. Le dernier contrôle des extincteurs par la société EURO - SECURITE - INCENDIE SARL date du 13/02/2023 (le rapport correspondant n'appelle pas d'observations).
Observations : Il n'y a pas de poteau incendie à moins de 200 mètres des locaux. Il apparaît toutefois que : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de demande d'autorisation d'octobre 1996 ne stipule pas la disponibilité d'un poteau incendie dans les moyens de défense de l'installation (seule la présence d'extincteurs est mentionnée) ;- l'installation ne relève que de la rubrique 2510 (carrière) et l'article 20 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, qui stipule que "Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur", n'impose pas la disponibilité d'un tel ouvrage ;- le dossier de demande d'autorisation susmentionné stipule que l'approvisionnement en eau s'effectue au niveau d'une source près du ruisseau du Kassmattgraben, où l'eau est pompée et stockée en citerne sur la carrière. Des précisions sur le volume stocké sont attendues (30 000 litres selon le dossier de demande d'autorisation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

